



Le béret qui fume



RÉ-INTRODUCTION DU GRAND TETRAS DANS
LES VOSGES : LES COMBATS DECOQS
REPRENNENT



Snupfen
Union Syndicale
Solidaires

région LORRAINE

"Le béret qui fume", organe officiel du SNUPFEN Lorraine - Directeur de la publication : Frédéric HANZO

Siège social : 88000 Epinal - Imprimerie spéciale SNUPFEN, Epinal

CPPAP : 0513 S 08001 - Trimestriel - Abonnement 16 euros - Prix au numéro 4 euros - ISSN : 0982-9016

Principaux responsables syndicaux

Secrétaire d'union de section :

Alric ROUY, 3 chemin des 4 Sous - 88120 ROCHESSON

06.24.31.67.42

Trésorier Régional :

Christine ANTOINE, ONF - 5 rue Girardet - 54 052 NANCY

03.83.17.81.29

Chargé des personnels administratifs :

Christine ANTOINE

03.83.17.81.29

Responsables par départements :

Meurthe et Moselle : Samuel GEORGES, 6 bis route de Pierreville - 54160 FROLOIS

03.83.52.35.85

Meuse : Yannick BARABAN, MF de Flabas - 55150 FLABAS

03.29.85.64.80

Moselle: Audrey ARNOULD, 12 rue de Lorraine - 57580 REMILLY

03.87.64.62.51

Vosges : Jean Philippe HAEUSSLER, Chalet "Les Myrtilles" - 88000 EPINAL

03.29.35.04.90

CSA GE : Jean Etienne BEGIN, Charles PAPAGEORGIOU, Cédric NODIN, Frédéric BEDEL, Francis STAPF

CSE GE Ouest: Maxime HOUDY + 51380 VERZY - 03.26.59.09.79

FSSCT GE : Jean-Etienne BEGIN, Jean-Philippe HAEUSSLER, Alexis HENRIET, Cédric NODIN, Nicolas GOMEZ

Représentants aux instances nationales :

CCHSCT : Jean Philippe HAEUSSLER

CTC : Jean Philippe HAEUSSLER

Bureau National : Frédéric BEDEL, Anne LABOURE, Emmanuel GIGON

Représentant SNUPFEN à l'APAS Lorraine (président) :

Fabienne BOM, 4 rue de la source - 57 730 MACHEREN

Le béret qui fume :

Rédaction : Frédéric HANZO, 21 rue Haute - 54830 VALLOIS

frederic.hanzo@live.fr

Les français parlent au français

Agenda managérial

Message des terroristes devenus héros et l'honneur de la France

"La sirène a des cheveux décolorés."

Message d'alerte du BCRA du 01/06/1944.

Quelle forêt
pour nos
enfants ?





Les politico-terroristes !

A l'heure où nous finalisons ce BQF, il règne un beau bordel en France. Vexé des résultats des élections européennes Jupiter a dissous l'Assemblée nationale, et celles et ceux qui se croyaient sortis de la cuisse du Président se sont retrouvé à nouveau à battre le pavé pour briguer un mandat de député. Grâce à un sursaut du front républicain, la poussée du front national a été contenue et le petit Jordan va devoir se passer du job d'été qui lui était promis.

D'un point de vue des idées politiques, nous pouvons regretter que cette décision présidentielle ait complètement occulté les résultats des élections européennes et empêché toute analyse de la campagne et ses conséquences pour l'écologie et donc le milieu forestier.

Si l'on se penche sur ce domaine, on peut constater que dans beaucoup de pays l'extrême droite s'est appuyée sur le rejet de l'étranger et de l'écologie pour marquer des points.

Reprenant le mouvement anti-réglementation mené par les syndicats de l'agro-industrie (comme la FN-SEA), les représentants de l'extrême droite européenne (suivis bêtement par les autres mouvements politiques de droite et de centre droit) ont surfé sur l'écoto-bashing pour monter dans les sondages. Comme d'habitude, la démagogie et le court-termisme ont pris le pas sur la planification et la vision à long terme.

Il en découlera sûrement une volonté de diminuer les objectifs environnementaux du PACTE VERT pour l'Europe, au détriment de la biodiversité, de la forêt et donc in fine de l'ONF.

Du côté de la France, la Macronnie n'a pas attendu les élections européennes pour commencer son travail de sape anti-environnementaliste, ainsi après avoir affiché sa fermeté contre les « écoterroristes » puis sacrifié l'OFB face aux chantages de la FNSEA. Le gouvernement soluble du Premier ministre ATTAL, faisait disparaître une à une les émissions environnementales du service public (Arrêt de « Vert de Rage », « Planète Bleue », « Nowu », réduction de l'émission « La tête au carré »...) car créant de l'éco-anxiété dans la société française selon leurs détracteurs.

En forêt aussi, le détricotage réglementaire était à l'œuvre, profitant de l'examen de la loi d'orientation agricole, le gouvernement voulait simplifier (faire disparaître) la réglementation sur les espèces protégées en restreignant la qualification de délit aux seuls cas dans lesquels les faits ont été commis de manière intentionnelle.

Dans ces deux domaines, le travail de sape des lobbies industriels a porté ses fruits, car même si la planète brûle, il faut que le business continue.

Alors tout est perdu ? Non pas forcément, paradoxalement le fait que Jupiter ait dissous l'Assemblée nationale, bloque tous les projets de loi, la LOA se retrouve donc suspendue jusqu'à ce qu'un nouveau gouvernement décide de l'inscrire à l'ordre du jour.

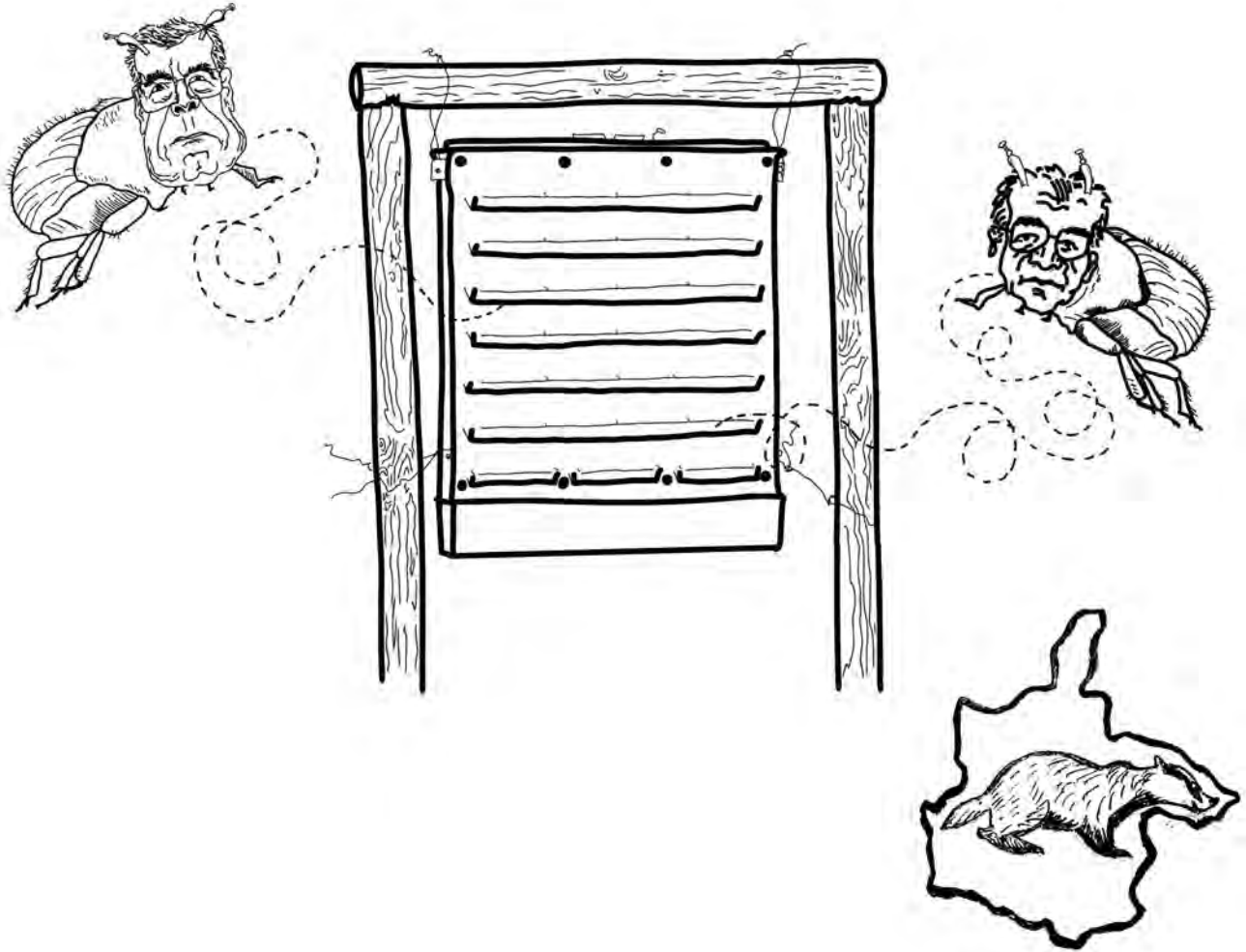
Les lobbies devront donc attendre encore un peu avant de sabrer le champagne et il n'est pas dit qu'à l'heure où vous lirez ces lignes les cartes ne seront pas à nouveau rebattues. Qui sait, nous ne sommes pas à l'abri d'une bonne surprise ?

Sommaire

- Le SNU en Lorraine
- Edito
- Législatives
- Enquête de naturalité
- Vie de l'ONF
- etc

LE BLAIREAU ARDENNAIS

INSPIRÉ DE LA SLOVAQUIE :
RÉINTRODUCTION DES PIÈGES À SCOLYTES EN FRANCE



Première Historique, notre journal se paie le luxe de reproduire une blague validé par avance par la justice : "Benjamin Netanyahu, une sorte de nazi, mais sans prépuce !".

Ainsi, Notre journal se place en soutien "inconditionnel" à l'humoriste Guillaume Meurice.

Au delà de sa personne, c'est la liberté d'expression et de satire qui est actuellement mis à pied par la direction de Radio-France.

LA LIBERTÉ D'EXPRESSION À FRANCE INTER

Chers journalistes, chers humoristes

Votre liberté d'expression s'arrête
là où commence celle de l'extrême droite

c'est aussi simple
que ça



MANOLITA

Des législatives à dix sous pour une majorité dissolue

C'était déjà il y a quelques semaines... Le président Macron dégoupillait la grenade de la dissolution dans les pattes de la gauche atomisée par la campagne pour les élections européennes. Pour autant, cette dernière, fidèle à son histoire et à la hauteur de l'enjeu, a su s'organiser dans l'urgence pour prendre le gouvernail du navire qui allait empêcher l'extrême droite raciste, antisémite et anti-sociale de prendre le pouvoir par les urnes. Du Front populaire au Front républicain, au lendemain de cette bataille politique, si le chemin vers le fascisme a été évité pour l'instant, sur quelles routes va se diriger notre pays pour en finir durablement avec le risque fasciste ?

Macron, du barrage à l'abîme

En 2017, Macron a promis aux français qu'ils n'auraient plus aucune raison de voter pour l'extrême droite. Cette promesse faisait suite au second tour qu'il venait d'emporter contre la candidate de ce qui s'appelait encore le Front National. Le Bulletin « Macron » venait d'être utilisé par de nombreux électeurs pour empêcher les héritiers de Pétain et de Vichy de nous resservir la soupe de la « révolution Nationale ».

7 ans plus tard, ces mêmes électeurs ne comptent plus les barrages successifs et commencent à être fatigués, alors même que ceux qui se laissent tenter par l'extrême droite sont de plus en plus nombreux.

Les Macronistes ont abondé massivement le moulin de la bête immonde, si bien qu'elle est aujourd'hui odieusement opulente, forte d'une douzaine de millions de voix, de 140 députés, d'un groupe de sénateur et de plusieurs chaînes de télé et de radio à son service.

Entre les tentatives d'hommage au « grand soldat Pétain » ou à Charles Maurras, la politique anti-sociale assaisonnée et la dérive raciste, transphobe et autoritaire du camp présidentiel, les « raisons » de voter pour « les extrêmes » ne manquent pas aux français.

Ainsi, c'est bel et bien par la faute du fameux « bloc central » incarné par Macron et sa bande que l'extrême droite est aujourd'hui si prête d'arriver au pouvoir. Si ce « bloc central » est consacré comme bloc « pivot » dans l'exercice démocratique qui vient, il va devoir changer profondément son discours, son projet et ses méthodes s'il ne veut pas continuer à précipiter le pays dans l'abîme.



Le diable ne se cache plus

Certains commentateurs se laissent aller à dire que le RN aurait réussi sa dédiablement. Y croire serait faire fi des nombreuses personnalités du RN encore épinglées récemment pour des faits de violences, des propos racistes et/ou antisémites etc...

Ces législatives l'ont prouvé : ils font encore peur à 65% de celles et ceux qui votent. Si c'est 15% de moins qu'en 2002, c'est tout de même encore assez pour les empêcher de prendre le pouvoir par les urnes.

Pour autant, ces 15%, auquel il faut ajouter les 30% de français qui ne votent pas ou plus, nous montre que l'extrême droite en France fait de moins en moins peur, et que la dédiablement est en cours. Cette dernière n'est pas l'œuvre de l'extrême droite elle-même, mais celle du monde politico-médiatique dominant.

Les journalistes et les médias de grande diffusion sont de moins en moins incisifs avec les personnalités du RN et de ses alliés alors même qu'ils reprennent de plus en plus les thèmes qui lui font la lie : immigration, insécurité, franchouillardise...

Les politiques, eux, y sont aussi pour quelque chose :

- ceux issus de la gauche qui, lorsqu'ils gouvernent, pratiquent les mêmes politiques anti-sociales que les autres, allant même jusqu'à marcher sur les plates-bandes de l'extrême droite comme avec les folies de Manuel Valls, devenu candidat franquiste à la mairie de Barcelone en Espagne.
- ceux de la droite, qui ont oublié leurs racines chiraquiennes et plus anciennement gaullistes pour fondre dans les bras du RN et de ses thématiques de campagne, notamment sur l'immigration et la haine de la « gôche ».
- Ceux du centre enfin, qui ne sont en réalité que des politiques de droite dure comme les autres, qui

gouvernent depuis 7 ans à coup de trique sur les français les plus pauvres et sur ceux qui sont « différents », consacrant la victoire idéologique du Rassemblement national.

Le dernier pas, certainement le plus grave, dans ce qu'on peut appeler aujourd'hui la « banalisation » du camp fasciste en France, a été franchi par ce « bloc central » et ses hordes de journalistes associés après le 7 octobre dernier. Quoi qu'on pense de la France insoumise et/ou de Jean-luc Mélenchon, alors même que les mots et les postures d'une partie de la gauche radicale pourraient être considérés comme discutables suite à ces événements, en aucun cas cela ne peut servir de base pour accuser ces derniers du plus abject des crimes d'opinion : l'antisémitisme.

Ce procès médiatique n'a été orchestré qu'en vue de disqualifier et de tenter de diaboliser la force motrice de la gauche en vue d'éclater cette dernière et de préparer les échéances électorales futures. Alors même que l'antisémitisme est un délit gravement puni en France, les nombreux condamnés du RN/FN sur ce sujet le savent bien, aucune procédure et aucune condamnation n'est à déplorer dans la formation « soi-disant antisémite » qu'est LFI. C'est un tournant de l'histoire, les politiques néo-libéraux, par tactique électorale, se fourvoyant en laissant sciemment les anti-racistes passer pour des antisémites alors même que pendant ce temps, cela sert la communication des héritiers des grands antisémites français que sont le RN et Reconquête. Ainsi, diaboliser la gauche dédiabolise d'autant l'extrême droite.



Un Nouveau Front populaire « Pour tout changer »

Le premier couac du plan macroniste pour tenter de retrouver une majorité absolue à l'assemblée, objectif sous-jacent de la dissolution, est arrivé dès le lendemain : contre toutes attentes les forces de gauche, fracturées après les européennes, ont réussi à se mettre d'accord en 24H autour de candidatures uniques. Une semaine plus tard, ce large « front populaire » s'accorde sur un programme de rupture à proposer aux français, incarnant ainsi un véritable espoir à gauche.

Pour autant, les 15 jours d'une campagne trop courte, alliés à la diabolisation médiatique et politique dont ce mouvement a été victime, ne lui ont pas permis d'être en mesure de faire mieux qu'une deuxième position au soir du premier tour.

« Pour tout changer » il en faudra donc plus, mais c'est déjà assez pour imposer à un camp macroniste en déroute un Front républicain pour essayer d'empêcher le parti de Marine Le Pen de prendre le pouvoir au soir du second tour.



Un Front républicain éphémère

L'accouchement a été difficile, tant la diabolisation d'une partie de la gauche a fait des dégâts. Certaines triangulaires seront maintenues, notamment parce que les candidats les plus à droite refuseront de se désister pour faire élire des candidats de gauche...

Cependant, dans l'ensemble, les désistements ont été largement majoritaires et ont permis à ce Front Républicain de fonctionner, notamment grâce aux voix des électeurs de gauche peu rancuniers, ayant même pour un grand nombre d'entre-deux accepté de voter pour des candidats très droitiers.

Pour autant, ce dernier n'a pas vécu plus d'une semaine. Au soir du second tour, la menace nationaliste étant écartée, c'est François Bayrou, le fantôme du Modem, qui vide le premier chargeur de « mitraillette » sur une des locomotives du NFP tout fraîchement vainqueur, en déclarant : « LFI ne fait pas partie de l'arc républicain ».

Cette posture sera emboîtée par Prisca Thévenot, porte-parole démissionnaire du gouvernement récemment prise en photo avec des Néo-nazis « malgré-elle »... Elle n'augure rien de bon pour l'avenir, puisqu'après une semaine de trêve, la diabolisation de la gauche reprend de plus belle. C'est d'autant plus ingrat que c'est les électeurs de gauche, notamment de LFI, qui ont incarné les plus importants reports de voix en faveur de ce Front Républicain, d'après les études d'opinion.

Ce qu'on a évité et grâce à qui

Que les choses soient claires, ce front républicain était nécessaire et nous a évité le pire. Si les macronistes prennent depuis longtemps un tournant « illibéral », leur exercice du pouvoir reste bien plus modéré de ce que

pourrait être celui du RN et de l'extrême-droite. Plusieurs pays européens ont pris ce chemin, et certains n'en sont toujours pas revenus. En effet, lorsque les fascistes et leurs alliés s'installent au pouvoir, ils ne partent jamais d'eux-mêmes...

Les syndicalistes que nous sommes, les fonctionnaires, les journalistes, les personnes « racisés », etc, avaient beaucoup à perdre, avec l'arrivée au pouvoir des descendants de Pétain et du Régime de Vichy. C'est bien grâce au NFP et notamment au monde syndical, antifasciste et associatif, que ce Front républicain a été rendu possible, tâchons de ne pas l'oublier.

Outre la défaite des projets de l'extrême droite, plusieurs projets macronistes sont morts et enterrés suite à cette séquence politique : réforme et fusion (privatisation rampante ?) de l'audiovisuel public, réforme de l'assurance chômage, destruction de services publics, etc

Ce qui nous attend

Le NFP sort vainqueur de ces élections, et plus généralement de l'ensemble de la séquence politique. Cependant, c'est avec une majorité très relative qu'il va devoir composer. Nous ne savons pas encore, au moment où nous écrivons ces lignes, si cette petite majorité va lui permettre, dans la logique historique de nos institutions, d'imposer une cohabitation au Bloc néo-libéral macroniste.

Il est à craindre que ce dernier essaye par tous les moyens de rester aux manettes, au prix peut-être d'une alliance avec la droite et d'une contradiction de nos institutions. Les libertés toujours plus grandes prises avec nos règles démocratiques par nos dirigeants néolibéraux, en vue de continuer à appliquer leurs politiques impopulaires, ne resteront pas éternellement sans conséquences. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, une telle situation serait à coup sûr un turbo pour l'extrême droite et ne ferait que renforcer la tentation du fascisme en France.

Au contraire, un gouvernement « populaire » sur les bases du NFP et des « gens de France » qui ont tous à gagner avec l'application d'un tel programme de rupture, pourrait contribuer à redonner de l'espoir et à faire croire à nouveau à des millions de français en la politique. Chère « gôche », tout n'est pas entre tes mains, mais ne tremble pas !

Brèves



La rubrique des tiques et... des hontes-au-logis

Équilibre forêt-gibier

La nouvelle Directrice d'Agence de Vosges-Montagne veut surveiller de près les risques de conflits d'intérêts dans le cadre de la chasse. Cela tombe bien, elle va pouvoir profiter de l'expérience de l'ancien DA de Lille sur ce sujet. On peut considérer qu'il est un mètre étalon dans ce domaine.

Manque de POD

Nomination de Pierre Olivier DREGÉ (POD) comme président de Forêt d'ici (giga coopérative du quart nord-est). Ce dernier non regretté directeur général de l'ONF avait pour hobbies les attaques en justice des syndicats forestiers, le chantage, et la quincaillerie (selon lui, les bouts de bois devaient tomber comme des boulons...). Le BQF souhaite un bon courage au personnel de ce "machin".

Nous, on aurait préféré qu'il retourne s'occuper de sa quincaillerie à Vesoul où ses compétences auraient été vraiment valorisées. Dommage pour la forêt privée, tant mieux pour les boulons.

Le jour d'après

Après avoir peint les roues du véhicule personnel d'un subalterne sous prétexte d'un éventuel mauvais usage des VA par ce dernier, puis avoir annoncé à une subalterne qu'elle changeait de bureau à son retour de vacances, on peut dire que la nouvelle DA de Vosges-Montagne a déjà su marquer son territoire et l'esprit de son personnel. Il n'y a plus qu'à espérer qu'elle ne déclare pas comme son homologue du 68 "la chasse à l'irritant" car les représentants des instances représentatives du personnel ont déjà assez à faire de l'autre côté de la ligne bleue des Vosges.



La gauche diabolisée : plongée dans l'ère du « mensonge permanent »

Le Front populaire et, surtout, la figure de Mélenchon ont été sans cesse calomniés durant cette courte campagne pour les législatives. Un symbole de l'ère de post-vérité qui rend inaudible toute réflexion sur le fond.

Les mots en politique ont-ils perdu tout lien avec le réel ? La très courte et intense campagne législative en cours pose légitimement la question, tant les outrances semblent y avoir atteint un degré inédit, déformant profondément le débat public. La France insoumise (LFI), parti de gauche réformiste classique, fut quasi-systématiquement présentée ces dernières semaines comme « l'extrême gauche », non seulement par ses adversaires politiques mais aussi par une grande partie des médias.

Dans un retournement sémantique orwellien, au moment même où l'extrême droite menace d'accéder au pouvoir en France, c'est LFI, et tout le Nouveau Front populaire avec elle, qui est présenté comme sortant de « l'arc républicain » et qualifié de « plus grand parti antisémite de France », au détriment de toute rationalité. Plusieurs prises de position critiquables de responsables LFI sont mises en avant pour justifier l'anathème général, dans une démesure qui occulte un programme commun pourtant engagé clairement sur le sujet et un fondement idéologique dénué de tout antisémitisme.

Ces éléments n'ont pas empêché un intense matraquage médiatique. Jusqu'au paroxysme : « Mélenchon au pouvoir, fini pour les Juifs », pouvait-on lire le 26 juin au soir sur le bandeau de BFM TV, avant que la chaîne admette avoir commis une erreur.

« On est passé de la calomnie occasionnelle au mensonge permanent », observe Mathias Reymond, maître de conférences en sciences économiques et co-animateur de l'observatoire des médias Acrimed.



Stratégie de diversion

Ces dénigrements, voire ces diffamations, ont largement opéré au détriment de la gauche. Un processus de diabolisation qui atteint aujourd'hui son climax mais que Mathias Reymond fait remonter au moins à 2012. « C'est

depuis la première campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon, voire un peu avant, que la gauche de la gauche subit cette diabolisation. Cela correspond à l'émergence d'un programme économique de rupture, qui est à contre-courant du consensus néolibéral qui prévaut alors en France depuis les années 1990, et qu'il s'agit de décrédibiliser. »

Ce clivage axé sur les divergences de vision et d'intérêts économiques transparaît dans les attaques du camp présidentiel, qui martèle que le programme économique du Nouveau Front populaire ferait courir « un très grand danger » au pays. L'accusation péremptoire est là aussi déconnectée de l'analyse des sciences économiques. Celles-ci sont divisées sur le sujet mais de très nombreux économistes soutiennent le programme keynésien de la gauche.

Pour museler le Nouveau Front Populaire, ses adversaires ont donc surtout recours à des stratégies de diversion. En multipliant les attaques mensongères, ils saturent l'espace médiatique de débats abscons, rendant inaudible toute réflexion sur le fond. Une approche extrêmement efficace, au mépris de tout égard pour la vérité. Cette campagne électorale marque ainsi le franchissement d'un nouveau palier en France dans l'ère de la post-vérité, qu'analyse l'historien et linguiste Damon Mayaffre, chercheur au CNRS : « Les mots ont acquis une indépendance par rapport au réel. Il devient impossible de se défendre puisque le discours n'est plus indexé que sur lui-même. Ce sont même au contraire les mots qui finissent par créer la réalité qu'ils nomment. »

Un mécanisme connu sous le nom de *proférence*, explique-t-il : proférer un mot suffit à le faire exister. À l'instar de « l'islamogauchisme », concept dénué de toute réalité scientifique mais bien ancré dans les têtes à force d'être proféré à longueur d'antenne, et ayant *in fine* un effet concret sur le monde réel en affaiblissant une partie de la gauche.

Le piège tendu au Nouveau Front populaire passe principalement par deux procédés rhétoriques, selon Damon Mayaffre : l'oxymore et le renversement de la charge. « L'oxymore, c'est dire tout et son contraire : parler d'islamogauchisme, comme on parlait de judéobolchévisme dans l'entre-deux guerres, est un non-sens absolu mais c'est d'une efficacité rhétorique suprême. Face à un tel non-sens, l'adversaire politique visé est dépourvu de tout argument pour s'en sortir », décrit-il.

L'autre arme consiste à renverser l'accusation : « La gauche avait un boulevard pour attaquer l'extrême droite sur l'antisémitisme. Mais en étant accusée la première, alors même que la gauche dreyfusarde s'est construite contre l'antisémitisme, elle se retrouve empêtrée dans la suspicion, et même accusée de vouloir faire diversion lorsqu'elle pointe l'antisémitisme de l'extrême droite. Celui qui dégaine le premier gagne... »

Le macronisme ou l'opportunisme du langage

Maltraiter le langage et son indexation sur le réel pour arriver à ses fins n'est pas un procédé nouveau. Mais il est devenu une marque de fabrique du macronisme. L'irresponsabilité de la parole publique semble être devenue la nouvelle norme tant le mensonge éhonté et frontal s'est imposé de manière décomplexée. Exemple parmi de nombreux autres : face aux multiples accusations de viol visant Gérard Depardieu et aux preuves flagrantes de comportements choquants, Emmanuel Macron peut défendre l'acteur en dénonçant une « *chasse à l'homme* » un jour, puis assurer n'avoir « *jamais défendu un agresseur face à des victimes* » quelques semaines plus tard.



« Dès 2017, Macron a été élu sans programme clair : il est une simple construction discursive », souligne Damon Mayaffre. © Ludovic Marin / Reporterre

« *Cette liberté de parole est assumée chez Emmanuel Macron, souligne Damon Mayaffre. L'absence de corpus idéologique revendiqué laisse particulièrement la place à cet opportunisme de langage. Dès 2017, Macron a été élu sans programme clair : il est une simple construction discursive. Je pense qu'il est en conscient, et même qu'il le théorise. Lors du "grand débat", il avait prévenu que celui-ci ne se traduirait pas en grande loi. C'est le débat pour le débat, les mots pour les mots. Il peut ainsi se "payer de mots" au sens propre. Ça a fonctionné de manière miraculeuse pendant sept ans.* »

Emmanuel Macron peut ainsi tout à la fois reprendre à son compte des mots et concepts d'extrême droite comme « *l'immigrationnisme* » supposé de la gauche, stigmatiser les personnes transgenres, rendre hommage au maréchal Pétain, invoquer le penseur vichyste Charles Maurras, avant d'appeler, après le premier tour des élections législatives, à un barrage républicain contre l'extrême droite.

« **Les rumeurs et calomnies s'amplifient avec frénésie** »

Cet « *opportunisme du langage* » a toutefois son revers : celui de la « *décrédibilisation de la parole* », que pointe au média Arrêt sur images le philosophe Marc Crépon. Entre le pouvoir et le peuple, « *il n'y a plus de langage commun* », alerte-t-il.

Au point de rendre aujourd'hui inaudible tout appel au barrage républicain contre le Rassemblement national, parti réellement « *extrême* », lui, et faisant peser une menace antisémite, raciste et antirépublicaine sur le pays. Une alerte d'autant plus confuse que le langage macroniste aura participé au « *confusionnisme* » dont parle le politologue Philippe Corcuff au journal *L'Humanité*. Le mot « *république* » était-il y a encore

trente ans utilisé par opposition à l'extrême droite, explique-t-il, avant que la « *réinvention conservatrice du contenu du mot république, associé au sécuritaire, à la police, à l'identité nationale* » ne dévoie le terme de son sens initial.

Lutter contre l'écrasement médiatique

Cette manipulation à l'extrême du langage ne peut bien sûr s'imposer qu'avec la complicité des médias de masse. Cette stratégie de proférence du discours « *ne fonctionne que parce que le discours médiatique le reprend* », souligne Damon Mayaffre. « *Le storytelling de l'extrême droite est repris en boucle par certains médias, les rumeurs et calomnies s'amplifient avec frénésie à une cadence décuplée par les chaînes d'information et les réseaux sociaux. Il y a clairement une dimension intentionnelle, idéologique, de la part des médias, dans la volonté d'attaquer le programme de la gauche* », affirme Mathias Reymond.

Le chercheur pointe les biais classiques qui gangrènent les médias : leur concentration dans les mains de quelques milliardaires, l'homogénéisation idéologique d'une partie des journalistes qui y sont salariés, l'autocensure des autres, la précarisation et le modèle low cost des rédactions qui favorisent l'intervention de « *fast thinkers* » en plateau, des gens qui parlent de tout sans être spécialistes de rien, au détriment du travail journalistique de fond.

L'acmé de la faillite intellectuelle des médias a été atteinte le 28 juin par David Pujadas et Apolline de Malherbe. Les deux vedettes du PAF (paysage audiovisuel français) ont tranquillement défendu, sur le plateau de l'émission « *Quotidien* », leur refus de nommer « *extrême droite* » le parti de Marine Le Pen.



« *En France, ces chaînes d'actualité incessante m'apparaissent à ce point phagocytées, idéologiquement, que je peine parfois à les distinguer des programmes officiels dont j'étais abreuvé en URSS, entre 1987 et 1989* », s'inquiétait en 2023 Marc Crépon auprès de *Mediapart*.

Cette inquiétante pente autoritaire sur laquelle nous placent cette novlangue et cette propagande a pour effet de nous écraser sous un sentiment d'impuissance et de découragement, alerte le philosophe. Il est capital, dit-il, de « *résister à la mélancolie de l'histoire* ». Contre la concentration des médias, contre la post-vérité et le langage totalisant des politiques extrémistes, il est urgent, selon l'expression de Marc Crépon, de pousser « *un cri contre l'étouffement* ».



La cuisinière à bois



Formation syndicale

Participer à un stage de formation c'est un droit qui ne s'use que si l'on ne s'en sert pas ! (Solidaires-ASSO)

[Pour le Snupfen et le BQF, la formation syndicale des adhérentes et des adhérents est indispensable pour se réapproprier les savoirs techniques et professionnels, pour acquérir une bonne connaissance de ses droits, des mécanismes du travail etc...]



Le code du travail prévoit la possibilité de se former au droit du travail et syndical. Pas besoin d'être membre du Comité Social et Économique (CSE) pour se former car le code du travail prévoit des congés de formation "économique, Sociale et Syndicale" pour tout.e salarié.e. Si vous êtes membre élu.e du CSE alors vous profitez des formations spécifiques prévues par le code du travail, sur des droits à la formation dédiés (pour plus d'informations voir sur le site internet de Solidaires ou en contactant directement la commission formation d'ASSO-Solidaires).

L'union syndicale Solidaires a développé son propre centre de formation, le CEFI (Centre d'Etudes et de Formation Interprofessionnel), ce qui permet à notre syndicat de proposer des formations syndicales pour se former au droit syndical et du travail, ainsi que sur certaines questions de société qui nous sont chères. L'union syndicale Solidaire propose aussi des formations mutualisées avec les différents syndicats de l'union au niveau national.

Qu'est-ce qu'une formation syndicale et un CFESS ?

Le Congé de Formation Économique, Sociale et Syndicale est un congé pour permettre aux salarié.es de participer aux formations syndicales. Pendant ce congé les salarié.es bénéficient du maintien de rémunération et la durée est assimilée à une durée de travail effectif. Le CFESS ne se substitue pas aux congés payés, RTT, etc

Qui a droit à ces formations ?

Ce droit est ouvert à l'ensemble des salarié.es (adhérent.es ou non à un syndicat).

A combien de jours de congé de formation ai-je droit ?

Le nombre de jours de congés est défini par un contingent annuel par structure en fonction du nombre de salarié.es. Vous pouvez avoir jusqu'à 12 jours de CFESS par an.

Quels formations sont proposées ?

Des formations sont régulièrement proposées par ASSO-Solidaires. Quelques exemples de formation en 2020 : savoir mobiliser la convention collective de l'animation ; initiation au droit du travail en contexte syndical ; formation féministe ; formation juridique. Nous envoyons sur les listes mails d'ASSO-Solidaires les informations concernant les formations qui vont avoir lieu, mais n'hésitez pas à contacter la commission formation pour en savoir plus.

D'autres formations sont proposées par l'Union Syndicale Solidaires ou par ses syndicats adhérents. Voir la rubrique stage sur le site du CEFI pour chercher les formations par thème, structure ou lieu du stage.

Comment s'inscrire à une formation ?

Trouvez un stage qui vous convient et contactez la commission formation. Nous vous renverrons un formulaire d'inscription à nous retourner.

Ensuite il faut que vous déposiez auprès de votre employeur (ou de pôle emploi) la demande de CFESS. Attention, sauf accord spécifique, les demandes de congés CFESS se font au moins trente jours avant le début du stage. L'employeur peut, sous certaines conditions, refuser la demande (article L.2145-11 du code du travail) dans un délai de 8 jours à compter de la réception de la demande de congé, à défaut la demande est acquise.

A l'issue du stage l'organisme de formation remet au stagiaire une attestation de présence que l'on peut remettre à l'employeur.

Pour aller plus loin

- Site de l'union syndicale Solidaires : <https://solidaires.org/Vos-droits-a-la-formation>

- Page web du service public : <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2320>



Sainte BREDA, priez pour nous !

Un article paru dans l'Est Républicain du 20 Avril 2024, nous a fait bien tiquer au BQF. Il s'agit d'une interview de Nathalie Bréda, chercheuse à l'INRAE, *"la récurrence des sécheresses rend les forêts plus vulnérables aux ravageurs"*.

Pour la première question, la journaliste l'interroge sur le lien entre changement climatique et dépérissement forestier. Mme BREDA y répond par la prudence en disant qu'il y a certainement un lien mais *"qu'il ne faut pas tout mettre sur le dos du changement climatique"*. Ce avec quoi nous sommes plutôt en phase en disant que les choix sylvicoles faits (monoculture plantée ou non, forte exportation de bois, tassement des sols, ...) ont aussi leur part de responsabilité. Même si elle n'en parle pas.

La deuxième question porte sur *"les parasites"* l'augmentation *"des fameux scolytes"* due à la sécheresse. Mme BREDA y répond par l'affirmative tout en disant que c'est un processus complexe. A la base, *"les scolytes sont des agresseurs secondaires, c'est-à-dire qu'ils ne s'attaquent qu'à des individus déjà affaiblis. La différence ces dernières années, ce sont des saisons anormalement chaudes et sèches. Si bien que le niveau de population d'insectes est si élevé qu'ils arrivent à attaquer des arbres sains et deviennent donc des ravageurs primaires."* C'est vrai, mais on aurait aimé là aussi qu'elle parle des plantations monospécifiques d'épicéa réalisées sur des milliers d'hectares et qui représentent un formidable garde-manger pour la bestiole. Elle aurait pu aussi dire que l'attaque des scolytes sur les épicéas est un phénomène tout à fait normal en forêt naturelle aussi, connu depuis longtemps et que l'on aurait pu s'y attendre. Mais non ! Dire que c'est la faute à la sécheresse et aux changements climatiques, c'est bien pratique pour éviter de remettre en cause le système de gestion.

La troisième question mérite d'être citée en entier et que l'on s'y attarde un peu plus : ***Qu'est-ce qui pourrait être changé dans la gestion forestière pour mieux adapter les arbres à ces sécheresses successives ?***

"Le seul levier pour le forestier, c'est de doser la quantité de feuilles des peuplements. Quand il pleut, une partie de l'eau est interceptée par les feuilles de la canopée sans jamais atteindre le sol, entraînant un retard à la réhumectation des sols. De plus, la

consommation en eau des forêts est proportionnelle à la surface de feuille de la canopée. Il faudrait donc faire davantage de coupes pour éclaircir la forêt et conduire les nouvelles plantations de manière moins dense."

Là, on ne vous cache pas que lorsque l'on a lu ça au BQF, ça a piqué sévèrement. C'est ce que l'on pourrait appeler une bombe nucléaire sylvicole !!

C'est génialement simpliste ! Très facilement applicable par le forestier moyen. Redoutablement efficace pour justifier la récolte toujours plus importante de bois. En plus, c'est Mme BREDA de l'INRAE qui le dit avec toute sa caution scientifique. Pas étonnant que l'ONF ait plongé bêtement là-dedans et nous assène que s'il y a moins d'eau et bah il faut moins d'arbres. Parce que ça fait déjà quelques années qu'elle le dit et que l'ONF s'appuie là-dessus. Loin de nous le fait de remettre en cause ses travaux scientifiques, qui s'appuient sur des définitions bien précises, des notions d'indices foliaires, des études certainement sérieuses et validées.

Mais pitié !!! L'écosystème forestier ne se résume pas à un indice foliaire qui joue sur l'interception des pluies. On ne lâche pas ça comme ça sans y mettre des garde-fous et surtout on ne lâche pas ça dans les mains de n'importe qui. Imaginons bêtement un propriétaire forestier privé qui lit ça ou pire un gestionnaire public. Que pensez-vous qu'il peut raisonnablement faire dans sa forêt pour que ses arbres qui souffrent aient de l'eau ? Vous connaissez la réponse malheureusement...

Quand vous avez écrit 5 pages sur les voies négligées de l'eau dans le BQF numéro 120 de décembre 2023 ; que vous avez expliqué que ce sont les forêts qui attirent et génèrent les pluies, que les forêts sont capables de recondenser une bonne partie de l'eau qu'elles évaporent (la fameuse ambiance forestière : fraîche et humide) ; que plus les forêts sont naturelles (denses, diversifiées et hétérogènes) et plus ces phénomènes de pluviométrie et



de condensation sont efficaces. Que vous vous rendiez compte par la méthode du contrôle des placettes permanentes que des seuils de surface forestière semblent garantir que votre forêt continue de pousser (autour de 20 à 25m²/ha pour des futaies de feuillus jusqu'à 35 à 40m²/ha pour des futaies résineuses).

Quand vous avez dit tout ça et lisez que moins il y a d'eau et moins il faut d'arbres alors on se dit que ça devient extrêmement dangereux. La simplification de l'écosystème forestier poussée à l'extrême. Bref une bombe nucléaire à diffusion lente qui va irrémédiablement provoquer le ratissage méthodique de nos arbres. Car moins on aura d'arbres et moins on aura de pluie et moins on pourra avoir d'arbres.

La quatrième question mérite aussi d'être citée tant elle est symptomatique de la pensée phylo-centrée de Mme BREDA : **La monoculture d'épicéa dans certaines zones du Grand Est n'est donc pas un problème en soi pour contrer ces attaques ?**

"Comme je l'ai expliqué, la sécheresse est l'aléa à l'origine de la crise. C'est donc en priorité sur son contrôle qu'il faut agir. Dans le Grand Est, le dépérissement affecte toutes les espèces, y compris les hêtres, ce qui est nouveau. Nos recherches montrent que la quantité de feuilles et la composition des sols sont plus importantes que le mélange de espèces pour faire face à une sécheresse. La question, ce n'est pas la monoculture, mais de réfléchir à quoi il faut s'adapter. Mais l'adaptation, c'est aussi accepter que l'on va avoir des forêts qui vont produire moins de bois."

Là encore tout est dit : le problème c'est la sécheresse et non la monoculture !

Ah bon ? Du coup, l'aléa c'est ce qui est le plus important ! Et la vulnérabilité du peuplement, on s'en fout ? On est en train de nous dire que planter des milliers d'hectares avec une seule essence ce n'est pas le problème ! Ce que les forestiers devraient gérer en forêt c'est la quantité de feuilles. Puisqu'on vous dit que le plus gros problème des forêts ce sont les feuilles ! Là malheureusement son discours devient ridicule. L'adaptation des arbres par la microphyllie connaît pas. Il est observé et prouvé que les arbres sont capables d'adapter la taille de leurs feuilles pour répondre aux contraintes hydriques et climatiques. Mais Mme BREDA ne doit pas être au courant...

On pourra toujours nous rétorquer que c'est un petit article, que Mme BREDA ne pouvait pas trop s'étendre sur des explications très scientifiques, qu'il fallait vulgariser ! Mais justement, le fonctionnement des écosystèmes forestiers est trop complexe pour être vulgariser en quelques vérités assénées à l'emporte-pièce, surtout quand elles servent de caution scientifique et sert la soupe à tous ceux qui prônent une logique industrielle de la forêt, surtout quand elles sont reprises par l'ONF et oriente sa gestion sylvicole.

Mme BREDA résume le fonctionnement hydrique des écosystèmes forestiers à un problème de quantité de feuilles et surtout, à aucun moment, elle ne remet en cause les choix sylvicoles qui font que pour partie on en est là aujourd'hui. Restons vigilant car beaucoup se servent de ces discours simplistes pour arriver à leurs fins.

SCIENTIFIQUE



COMPLOTISTE



RELIGIEUX



FAKE NEWS



SNUPFEN : COTISATIONS 2024

Catégorie	Cotisation	Catégorie	Cotisation
Adj Adm	132 euros	Att Princ	300 euros
CDF, Adjoints Adm P2	144 euros	IDAE, IGRF	348 euros
Adj Adm P1	156 euros	ICGREF, IGGREF	420 euros
TF	168 euros		
SACN	180 euros	Cont. droit public - type 1	132 euros
TPF, SACS	192 euros	Cont. droit public - type 2 et 3	180 euros
SACE	204 euros	Cont. droit public - type 4 et +	276 euros
CTF	228 euros		
Att Adm	264 euros	Salarié (OF - Adm C droit privé)	132 euros
CATE, IAE	276 euros	Salarié (TAM - SA/AP droit privé)	168 euros
		Salarié Cadre droit privé	276 euros

Stagiaire 1er poste : 50% de la cotisation du grade

Retraités, veuves, veufs : 50 %

Temps partiel : cotisation du grade x % du temps travaillé - Salariés de droit privé : 0,75 % du salaire net
Rappel : 66 % des cotisations sont déductibles des impôts.

Trésorier régional : Christine ANTOINE, 16 rue Thierry de BAR - 54 770 LAITRE SOUS AMANCE

L'ONF devrait songer à vendre plusieurs fois ses plus beaux chênes pour renflouer les caisses... En tout cas, de ce côté du Rhin, c'est propre partout, "Clear" comme on dit en anglais. De quoi inspirer un nouveau concept de sylviculture à un de nos camarades : la "Clear cut mosaïc" ou CCM. Cette gestion forestière innovante et disruptive semble se répandre chez nos amis limousines... Encore une idée pour l'ONF ?

Sans s'en rendre compte, après deux heures assis en voitures Bar et un changement au pas de course, appelé ici "Blitz" (encore une idée pour l'ONF ?), nous voilà en Autriche sur la route de Vienne. La petite voisine au passé glorieux (sic) semble aussi douée en sylviculture qu'en Viennoiserie. Depuis les baies vitrées du train, à 150km/h, on a pu juger précisément de la chose forestière locale, à l'instar des grandes huiles de la DG lorsqu'ils contrôlent la mise en œuvre des aménagements dans la DT Grand Est depuis le TGV !

2 Lit' Rauscent de bière plus tard, après un nouveau "Blitz" nous traversons le rideau de fer... enfin juste le Danube... Et nous voilà en terre promise. Nous descendons à Bratislava-Petrzalka, une partie de la capitale slovaque construite sur la rive droite du Danube, à l'époque du socialisme, si chère au philosophe François Hollande et au politicien Raphaël Glucksmann, ou l'inverse, on se sait plus trop bien...

Le réchauffement climatique se fait sentir ici, il fait chaud, certains camarades ont déjà peur de la sécheresse, voir pire, de mourir de soif ! Heureusement, la pinte de Pils est à moins de 3€ de ce côté du mur, de quoi atteindre la capacité au champ à moindre frais.

Elle fut atteinte d'ailleurs quelques heures plus tard à Marianka à coup de gouttes de bière et plusieurs pintes d'eau bénite, ou l'inverse, on ne sait plus très bien... Et très vite, la promenade digestive lance plusieurs débats : Hêtraies surcapitalisées, déficit de sécurisation qui rendrait dingue notre spécialiste Chantal de Haye, Conditions d'"envahissement" de la Renouée des îles Sakhaline, grands érables champêtres du Saulnois, sylviculture du chêne chevelu... tous convergent : les premiers aperçus de la forêt slovaque semblent confirmer leur savoir-faire en la matière. Ce dernier semble aussi réputé que le savoir-faire brassicole de leurs voisins et ex-colocataires tchèques... (hic !)

Jour 2 : Les arbres à bois, la caravane passe...

"À 9h15, le bus part, avec ou sans vous..." les petits mots de Jana, notre guide (en français c'est admis...) étaient clairs ! Personne n'ayant envie de limiter ses découvertes à un voyage en solo dans la banlieue de Bratislava, à 9h00 on était tous prêts à partir.

"On a combien de bus ?" peut-on entendre. "Un seul !" lui répond le plus malin... le café n'a pas encore fini de réveiller tous les esprits du groupe. Une forêt "xéromophile" nous attendait pour nous aider dans cette tâche. Une botaniste de l'université de Bratislava nous a fait découvrir l'ensemble des cortèges phytosociologiques allant des espèces des dunes de sables à la tillaie-charmaie, en passant par des stades de peupliers, chênes

chevelus et pubescents très polymorphes et autres frênes... le groupe était sous la bonne garde des guêpiers d'Europe.

Tous parfaitement éveillés, nous pouvions nous lancer dans l'activité la plus dangereuse de la journée : confier aux meilleurs d'entre nous le soin de faire des courses pour le pique-nique de midi. La confiance n'excluant pas le contrôle, on est tout de même tous entrés dans le petit supermarché afin d'en profiter pour recharger les sacoches en combustible.

Ceci n'était pas de trop pour faire face aux quelques dizaines de minutes de bus dans les chemins les plus escarpés pour rejoindre un musée de la vigne sur les premiers contreforts des Carpates. Si on oublie l'usage encore bien présent des herbicides dans les rangs, laissant une crainte à la dégustation, le paysage n'était pour déplaire à personne. Même les camarades les plus abstinents discutèrent avec convictions de l'affaire viticole et de son histoire. Un compromis historique entre les vignerons et leurs plus mauvais clients semble envisageable, alors pourquoi pas en Palestine ? (Sic)

3 Lit'Rauscent plus tard, une ruine de château dans notre dos, le groupe se prend en photo et remonte dans le bus... ou presque. Redescendu au point de rendez-vous : Point de Bus ! Jana a oublié son téléphone avec le contact du chauffeur... dans le Bus ! Quelques recherches et idées plus tard, nous l'avons retrouvé et nous sommes en route pour la dernière destination du jour : des chalets en altitude dans les forêts à bois (La caravane passe...)

Si on oublie le fait que les forêts sur le chemin et autour du lieu sont d'une densité "abusive" (D'aucuns dirait qu'elle étouffe !) le cadre est agréable et l'accueil sympathique, ou l'inverse, on ne sait plus vraiment... **C'est peut-être les tournées générales de schnaps local qui rendent les souvenirs un peu flous au moment où j'écris ces lignes... On verra demain !**



Jour 3 : Drôle de trogne

On avait été prévenu, il y a beaucoup d'ours en Slovaquie et une rencontre est tout à fait probable avec ce dernier. Ce matin c'est chose faite, votre serviteur n'ayant pas beaucoup dormi pour des causes multifactorielles, il arborait une drôle de trogne. Cependant, il n'était pas le seul, des camarades de "Foyache" semblent avoir profité du cadre et de ses spécialités avec assez de force pour arborer des faciès de repris de justesse au moment du petit déjeuner ! D'ailleurs, les tarifs des boissons ne sont pas étrangers à certaines trognes, le café étant plus cher que la tisane houblonnée...

Les routes en lacets et la souplesse du chauffeur et des autres chauffards que l'on croise n'ont fait qu'empirer le phénomène, nous sommes plusieurs à estimer notre lividité sur une échelle cadavérique... Heureusement nous sommes arrivés et nous pouvons souffler. Après la visite d'un petit musée sur la région nous débarquons dans une futaie régulière pure de chêne au stade secondaire des coupes de "régénération". On se demande encore, avec nos drôles de trogne, si nous sommes encore au musée de la sylviculture ?

Plusieurs centaines de milliers de semis/fourrés de chêne à l'hectare se battent pour se faire une place au soleil, et ce dernier ne manque pas sous ce qu'il reste d'une futaie sur souche comprise entre 30 et 45cm de diamètre... Des problèmes de riches qu'on entend ! Malgré le scepticisme ambiant face à ce type de stratégies sylvicoles, des échanges s'engagent et les débats sont constructifs. Plusieurs formes de ces traitements seront visitées dans la journée sans réussir à guérir nos drôles de trognes...

Mais le destin regorge d'espoirs, et les forestiers par l'odeur alléchés ont entrevu les lueurs du bonheur à la table de notre hôte : délicieux vins, pickles et truites fumées et élevées sur place ! Si nous commençons à douter du savoir-faire sylvicole de nos amis slovaques, nous finissons de confirmer leur savoir-faire viticole, piscicole et gastronomique.

Enfin, c'est finalement non loin de là, dans une "mine d'or" qu'on vit enfin ce pourquoi nous voulions voir ! Une réserve où des très vieux charmes, érables, hêtres, aulnes, tilleuls... et surtout de très vieilles et très drôles de trogne de chênes vivent dans un environnement luxuriant et étagé. Une espèce a même été codifiée et identifiée pendant la visite par notre botaniste : le *quercus hederifolia* var. *Bernard*. En tout cas, notre hôte-forestier s'y sent heureux, les partis-pris du matin s'assouplissent, les échangés s'enrichissent, les gens se comprennent... Ces slovaques seraient-ils récupérables ? En tout cas pour ce qui est de nos drôles de trogne, elles ont toutes retrouvées le sourire !

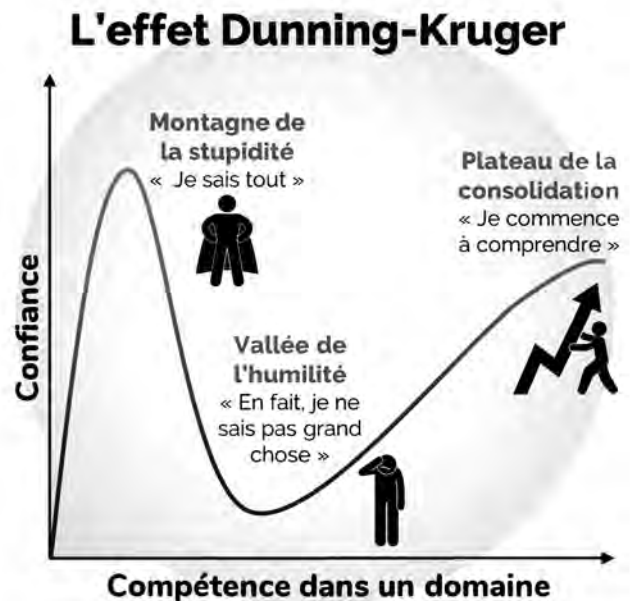
Jour 4 :

"Abies alba is the species of the Future !"

Départ 8h45... Rendez-vous 8h30... "Je crois mon cher que nous ne sommes pas en avance !". Beaucoup de bus nous sépare de notre destination : La chaîne des Tatras, plus

hautes montagnes de l'arc des Carpates. Nous quittons alors notre beau petit village et son bureau de poste datant de l'époque socialiste, comme beaucoup d'autre bâtiment d'ailleurs. Sur le chemin, les discussions vont bon train dans le bus... ou l'inverse, on ne sait plus très bien.

La montagne de la stupidité



L'effet de sur confiance (aussi dit effet Dunning-Kruger, des noms des deux psychologues américains qui le théorisèrent) est un mécanisme cognitif particulièrement intéressant pour comprendre certaines des "logiques" à l'œuvre dans le monde sordide dans lequel nous vivons. Il peut se résumer assez simplement de la manière suivante : moins j'en sais et plus je crois savoir. Il est par là l'opposé même de la sagesse socratique : *je sais que je ne sais rien*.

L'effet de sur confiance c'est le phénomène par lequel les personnes les moins qualifiées d'un groupe tendent à surestimer leur compétence dans un domaine. Elle se résume assez bien par l'expression de Darwin : "l'ignorance engendre plus fréquemment la confiance en soi que ne le fait la connaissance".

Nous pouvons trouver là une explication à cette manie des politiques, décideurs ou "top managers" à parler (parfois) avec une assurance déconcertante de sujets complexes et d'affirmer des choses - souvent incertaines - comme si elles étaient des vérités solides. C'est que ces derniers, bien souvent éloignés de la réalité du terrain, se croient de véritables sachants après avoir lu quelques rapports (ou simplement leurs résumés), alors qu'en fait ils ne découvrent que le sujet. Cela est d'autant plus perturbant quand on sait que l'appareil technocratique produit des expertises relativement biaisées puisqu'elles ne sont pas holistiques et qu'elles sont la plupart du temps commanditées et financées par des organismes dont les intérêts sont *orientés*.

En ce qui concerne la forêt, cela fait déjà de nombreuses années que nous entendons des hauts fonctionnaires (qui plus est dans notre ONF adorée) tenir des discours sur la forêt qui nous hérissent le poil. Très récemment nous

avons même entendu notre cher président Emmanuel Macron affirmer à propos du plan de plantation d'un milliard d'arbre que (sic) c'est un formidable projet écologique et environnemental, d'aménagement du territoire, que c'est un projet de biodiversité, d'entretien de notre territoire et de notre équilibre... Nombre de nos camarades de la montagne limousine (Parc Naturel Régional Millevaches) nous avouent avoir frôlé la syncope lors de cette sortie du président régent. Car, en Limousin, les méfaits du plan France Relance et de la plantation massive d'arbres sont partout visibles. Plantations et forêts vivantes y sont rasées sans vergogne pour replanter monocultures de douglas, et dans beaucoup d'autres régions ce n'est guère mieux. Partout où le plan France Relance passe le métier de forestier trépasse, au profit d'une gestion sylvicole industrielle s'apparentant à l'industrie minière. Avec ses monocultures de douglas à perte de vue la montagne limousine n'est-elle pas devenue, au fil du temps, un symbole : le symbole de la montagne de la stupidité sur laquelle règne la filière bois française ?

En tout cas, sans savoir si c'est celle de l'imbécillité, nous nous approchons des montagnes tant désirées. Plus nous avançons dans l'arrière-pays, plus le passé socialiste est omniprésent, notamment au niveau des infrastructures. À Zvolen, l'ensemble des infrastructures, des lampadaires aux bâtiments de l'université, semblent dater de l'époque socialiste. Il n'y a que les constructions commerciales et industrielles qui semblent être sorti de terre plus récemment ou en tout cas dont la rénovation à été suffisante pour faire oublier leur passé. Notre accompagnatrice nous explique d'ailleurs que beaucoup de bâtiment ont été repeint après la "révolution" de 1989, sauf l'université, car ce n'est pas une "priorité" des nouveaux gouvernements...

Enfin, nous entrons en forêt et descendons du bus. Au programme aujourd'hui : "Primary Forest". Nous découvrons une superbe réserve de 150ha dont 30ha sont sans interventions depuis plus de 150ans. L'image est frappante : capital astronomique de plus de 50-60m²/ha, avec beaucoup de très gros bois, notamment des hêtres de 500ans et des Sapins de 400ans dépassant les 5m de circonférence. Pourtant, c'est pas le "renouvellement" qui manque, à tous les stades : semis aux plus grands perchis. La structure du sol et notamment de sa partie organique est inédite, l'absence d'intervention, la densité et la stratification du couvert semble être extrêmement bénéfique au sol et à l'ensemble de l'écosystème. Ce type de peuplement et son suivi nous poussent à nous interroger sur nos modes de gestion. En tout cas les forestiers slovaques en tirent des conclusions qu'ils entendent appliquer en grand dans la gestion courante : plus de naturalité, plus de bois mort, des arbres plus gros et plus vieux, stratégie de capitalisation des peuplements afin de préserver la résistance des peuplements à la sécheresse.

Nous avons fini la journée dans la fameuse université forestière de Zvolen. Une forestière slovaque nous a présenté leur approche dans la gestion déjà évoqué plus haut à partir des conclusions des mesures et recherches dans les forêts locales gérés ou non. Nous construirons un article plus précis sur le sujet, mais nous retenons des

conclusions étonnantes en plus de celles déjà évoqués ci-dessus : Le Hêtre est flexible ici, et résiste à la sécheresse (chiffres à l'appui) d'autant plus dans des peuplements mélangés, étagé, vieux, gros, denses et issu de régénération naturelle. Il en va de même pour le sapin pectiné, présenté par notre hôte comme "l'essence du futur". Des études génétiques poussés sont conduites ici avec des conclusions étonnantes notamment sur sa diversité génétique.

Cette diversité génétique des arbres est très ancrée dans la foresterie locale, l'université gère d'ailleurs un arboretum pour recueillir, étudier et conserver ces diversités. Cela se traduit dans la stratégie qui est retenue par les slovaques face aux changements globaux : pas de coupes fortes, pas de déplacements artificiels d'essence, pas de grandes plantations... avec une mise sur la régénération des essences locales et une sélection progressive de leurs diversités et de leurs "réactions positives" pour adapter les peuplements dans leurs ensembles.

Il faut dire que les coupes rases sont interdites en Slovaquie au-delà de certaines dérogations, ce qui contraint la gestion à s'adapter. Cette interdiction a touché les récentes campagnes de scolytes dans les épicéas, les bois touchés n'ont été exporté que ponctuellement et de manière spécifique. De plus, les forestiers slovaques ne sont pas demandeurs des aides de l'Europe pour la replantation ! Ils demandent au contraire à l'union des subventions pour développer leurs réseaux de dessertes forestières, d'autant plus qu'en forêt publique ils n'installent pas de réseaux de cloisonnements denses dans les parcelles (pas de réseau de circulation inférieur à 50m d'entraxe). Cette situation est facilitée par le fait que perdure encore des exploitants (5 à 10% du volume) qui travaille avec les animaux et que la grande majorité des bois sont débardés avec des tracteurs agricoles légers équipés de treuil. Les exploitations au câble mât son en développement.

Enfin, notre hôte a conclu : "We are not afraid" ! Ils n'ont donc pas peur, le "monitoring" des réserves naturelles nous permet d'affirmer que la forêt va pouvoir s'adapter aux changements, même s'il va falloir d'abord gérer de lourds impacts : "**calamités**" dans les forêts les moins naturelles et les plus monospécifiques, notamment d'Épicéa.



Même si une grande partie de notre auditoire est très en phase avec ce discours et en fut agréablement surpris, certains et certaines d'entre nous sont encore traversés par des craintes bien ancrées. Ces peurs sont surtout centrées sur le Hêtre, dont on pense beaucoup en France qu'il n'aime pas avoir soif. Peut-être nos recherches ne sont-elles pas assez avancées encore pour expliquer cette différence, même si au BQF et plus largement, nous avons déjà des pistes sérieuses. Dans tous les cas, la question de la peur, notamment celle de mourir de soif, reste dans toutes les têtes à la fin de cette journée !

Jour 5 : le toit des Carpates

"Un bon habitat pour la biodiversité, c'est une maison solide avec un toit dessus" dit souvent notre cher Konrad Schreiber! Pour le coup, nous voilà sur le toit des Carpates, en haut des Tatras. Notre guide, Viera, est originaire d'ici et a travaillé ici. Après un long trajet en bus sur des routes de montagnes aux abords bien sécurisés selon une méthode éprouvée labellisée "Chantal De Haye" inspirée des travaux des moines cisterciens les plus dynamiques, nous prenons le téléphérique.

Près de 2000m au-dessus du niveau de la mer, l'air se raréfie et l'environnement devient moins favorables aux brasseurs de vent en tout genre. Ces stages en altitude serait-il une idée pour notre ONF ? Dans tous les cas, aussitôt en haut, nous redescendons... à pied. Le chemin est long au travers des pierres de notre sentier escarpé et des petits pains mugots. Ces derniers sont des micro-phanérophites au port buissonnant résistant à la neige, "ils ne volent pas hauts", un peu comme la plupart des idées de nos glorieux directeurs.

"Qui peut le plus peut le moins" ! Ce dicton est vérifié par une petite partie du groupe qui croyant prendre un raccourci et passé à côté du point de retrouvaille du groupe et a dû faire demi-tour... c'eût été dommage car ce dernier jouxtait un refuge d'altitude bien pourvu en boisson rafraîchissantes et en frites, ravitaillés à dos de Sherpas locaux !

Quelques cascades et petits ponts plus tard nous retrouvons le reste du groupe au milieu d'une vaste étendue d'épicéa scolytés dans les années 2000. Plusieurs milliers d'hectares situés dans les parties les mieux protégées de la réserve ont été protégées après un combat acharné des citoyens locaux soucieux de l'environnement. En comparaison avec les zones scolytées à la même période ayant été exploitées, le milieu semble avoir été beaucoup résilient. Dans tous les cas, les problèmes de reconstitution post-exploitation des scolytés et les graves conséquences locales des coupes de plusieurs centaines d'hectares, notamment des inondations jamais vécu auparavant, ont poussés les forestiers slovaques à envisager différent les derniers épisodes de scolytes, notamment en forêt publique.

Ces questionnements semblent avoir détourné l'attention d'une partie importante du groupe qui s'est enfoncé sur le mauvais sentier et à perdu le reste du groupe... après différents signaux de fumés et quelques recherches, ces derniers ont retrouvés leurs chemins après un détour et

un peu de retard ont rejoint le groupe au départ du funiculaire. C'est le moment que choisi Viera pour nous dire que ce fameux sentier n'est pas très emprunté car il y vit des ours et les rencontres y sont probables ! (Sic) Heureusement, ou l'inverse... Nous ne sommes pas tombés encore face à ces mammifères, à l'exception de la sous espèce pseudohomosapiens, très répandues au sein du groupe.

Jour 6 : Sur les traces de l'ours

"Aujourd'hui, il faudra vraiment rester groupés, nous allons dans une zone à ours, il faut faire attention". Les mots de notre guide du jour nous mettent en marche pour ce qu'un des organisateurs du voyage appel "le clou du spectacle". Nous commençons la visite par un débat avec le forestier local sur la stratégie locale de gestion du scolyte dans les peuplements d'épicéa, nous vous conseillons notre article à ce sujet dans le présent journal.

Nous entrons rapidement dans une zone bien différente de notre aire d'accueil à découvert, les vestes polaires sont de mise : moyenne annuelle des températures sous le couvert dense de la réserve 6°, plusieurs degrés sous la moyenne des forêts voisines. En même sous cette succession de couvert de plus de 40m, continu des bourgeons terminaux jusqu'au sol, nous ne pouvions pas mourir de chaud... ni de soif.

En effet, une quantité astronomique de bois mort couvre le sol, tous plus imbibés d'eau les uns que les autres. La litière fait plusieurs dizaines de centimètres d'épaisseur et forme un formidable matelas à ours (sic). Pour autant, cette litière semble tout à fait fonctionnelle sur ces sols bruns neutrophiles, il n'y figure pas de traces d'horizon OH de type "MOR". Au contraire, les dizaines de centimètre d'humus forme un "Tabac" parfait prêt à nourrir les arbres ici présents.

Des arbres qui sont "gigantesques" de plusieurs dizaines de mètre de haut et dépassant régulièrement 1m de diamètre. Des Hêtres immenses et très polymorphes côtoient des érables exceptionnels ou des frênes qui semblent toucher les nuages. Des sapins semblant avoir eu plusieurs vies complètes le tableau aux côtés des incroyables épicéa, malheureusement scolytés, qui témoignent encore de l'histoire du lieu. La mort de ces derniers ne semble pas perturber outre mesure l'écosystème, l'absence de leur exploitation et la stratification du couvert ayant déjà cicatrisé sa fermeture.

Les arbres ne vivent pas seul dans cette réserve, les salamandres s'y promènent en très grand nombre dans les danterres, les gaillets odorants et autres herbacés dont certaines semblent très rares. Nos botanistes en chef ont d'ailleurs profité de cette visite pour diagnostiquer avec "certitudes" de nouvelles espèces : Fagus pseudohedera, un hêtre faux lierre qui grimpe dans les sapins comme une liane ; Abies pseudohedera, un sapin qui grimpe dans les hêtres comme un lierre ; Fabius reptans, un hêtre rampant, ou encore veronica maxichamaedrys, ou Véronique grand-chêne !

Les forestières présentes dissertent toutes sur la qualité et la croissance des arbres présents. Toutes s'accordent : qualité et croissance exceptionnelles ! De quoi poser la question de la nécessité d'une gestion interventionniste des forêts pour répondre au besoin des Hommes. Et si la forêt était largement capable de se gérer seule pour produire le maximum de quantité et de qualité ? Les forestiers slovaques semblent commencer à y répondre en s'inspirant le plus possible des dynamiques naturelles... une idée pour notre ONF ?

Jour 7 : épilogue

Notre voyage touche à sa fin, le groupe commence à poser des questions sur les modalités de retour et à se soucier d'aller en ville afin de rapporter des souvenirs à nos proches qui nous ont laissés partir si longtemps loin de nos foyers ! Pour aujourd'hui le programme est plus léger et comprend moins de bus, il nous emmène dans des prébois de chênes classés en réserve naturelle où de très vieux chêne pédonculés quadri centenaires affrontent le vent, la chaleur et la sécheresse depuis des siècles avec succès.

Ces arbres semblent avoir eux aussi plusieurs vies. La réserve est aujourd'hui dans une situation critique car ils n'arrivent pas à satisfaire leurs besoins en pâturage. Ainsi, c'est la forêt qui est en train de toquer à la porte de ces milieux et les gestionnaires ont régulièrement recours au broyage lourd pour maintenir le milieu ouvert. Cette situation n'est pas durable et pose de nombreuses questions à notre guide et à notre groupe.

Nous nous rendons en suite en haut d'une réserve dans une chênaie ancienne. Même constats que lors des précédentes visites : la stratification et la fermeture du couvert semble protéger la fertilité et le bon fonctionnement du milieu. Contrairement aux autres sols que nous avons rencontrés dans les hêtraies précédentes, ici les cailloux affleure la surface et le sol "minéral" semble très mince. Pour autant, les quelques centimètres de litières et surtout l'importante quantité de bois mort semble assurer assez de rétention en eaux et en nutriments pour garantir la croissance et la santé d'immenses chênes pluri centenaires. De plus, l'absence d'intervention et la densité du capital sur pied n'a pas empêchés plusieurs perches de chênes d'atteindre l'étage dominant et de s'asseoir à table de leurs parents.

Enfin, la journée s'achève en terrasse dans la petite ville de Banska Stiavnica. Nous profitons de ce moment pour acheter quelques bières et boire quelques souvenirs... ou l'inverse, on ne sait plus très bien. L'heure commence à être au bilan : bien que les sandwiches étaient bien trop mous et couverts de cellophane, le savoir-faire forestier et brassicole nous a rempli le cœur et l'esprit. Il semble que chacune d'entre nous ne regarde et ne pratique plus les forêts de la même manière. Bien que des doutes s'expriment sur la dérive monofonctionnelle de certaines gestions locales, ou en tout cas le risque que cela peut comprendre, certaines se risquent à penser que ce type de voyages devraient être plus répandus, tout comme les réserves que nous avons traversées. Une idée pour notre ONF ?

Jour 8 : le jour le plus long

C'est une journée de transport qui s'annonce pour aujourd'hui, une longue procession de Zvolen à Kehl à travers toute l'Europe centrale. Les plus courageux sont aller passer la matinée dans une direction opposée pour manger une des meilleures glaces de Slovaquie. D'autres ont accompagné Jana, notre guide, à la gare routière et ont admiré le parc de l'université forestière. Les "adieux avec Jana furent émouvant, nous la remercions encore pour nous avoir conduit pendant cette semaine dans le grand "Est". L'énième sandwich emballé de 1,5m de cellophane engloutie, nous partons vers l'Ouest, "C'est le début de la fin" peut-on entendre.

Le trajet retour ne s'est pas fait sans embûche, notamment avec notre bus : une porte qui s'ouvre en plein milieu de l'autoroute, le voyant de la fin de réservoir qui s'allume... au bord de la panne sèche, aux portes de Bratislava, Viera, notre accompagnatrice nous adresse un "Aurevoir" émouvant. Le plein d'essence fait nous rejoignons la gare : "Ça sent la fin" peut-on entendre à nouveau...

Alors que nous sommes partis de Zvolen à midi, nous arriverons en Lorraine après 14h, plus de 26h de trajet, pour les mieux lotis, certains n'arriveront pas avant la nuit... **La faute à un trajet en train "épique".** Nous avons pris un train de jour, dans le genre TER, qui roule la nuit... Mais les passagers sont contrôlés toutes les heures par le contrôleur, la polizei, la douanes... Avec les lampes qui restent allumés, impossible de dormir...



Puis, c'est le retard à Stuttgart, plus de 2h, puis à Karlsruhe, un TGV pour Strasbourg, un TER ELSASS vers Nancy... Qui reste bloqué à Sarrebourg avant d'être détourné à Metz... Bref, un périple incroyable pour conclure ce fabuleux voyage.

"Le premier qui dit la vérité, il doit être exécuté" (Guy Béart)

Il y a le fond et il y a la forme.
Et sur l'agence de Metz on touche le fond !

Convoqué pour son entretien annuel, en présence du RH de la DT, un chef d'UT s'est retrouvé en quelques minutes démis de ses fonctions, sorti de son poste, des listes de diffusion, déplacé dans un autre service avec interdiction de contacter les personnels de l'agence et au final déplacé sur une autre agence !

Mais attention, d'après le DA et le RH, subtilité machiavélique, c'est pour sa propre santé et dans son intérêt ! Rien à voir paraît-il avec une sanction disciplinaire ou un règlement de compte !



Ne portons, pour le moment, aucun jugement sur le fond mais indignons-nous déjà sur la forme. Si c'est pour le bien de la personne, imaginez quand même la violence des décisions qui ont été annoncées. Imaginezle ressenti de la personne qui venait pour un entretien annuel et qui ressort de là démis de ses fonctions. Aucune alerte avant, aucun écrit pour lui reprocher quoi que ce soit, aucune proposition de médiation, aucune possibilité d'apporter des éléments de réponse aux griefs qui pourraient lui être formulés ...Et derrière tout ça, cela veut dire aussi que certaines personnes ont manœuvré en sous-marin pour en arriver là !

- Pourquoi le DA n'a-t-il pas tiré la sonnette d'alarme avant s'il y avait des problèmes aussi graves ?
- Pourquoi ne trouve-t-on aucun écrit ?
- Pourquoi des solutions de médiations n'ont-elles pas été proposées avant ?
- Pourquoi des formations, des points d'étapes, des lignes de conduite n'ont-elles pas été mises en œuvre ?
- Pourquoi le DA n'a-t-il pas demandé l'avis des agents ?
- QUI a monté, dans le secret un tel dossier ?
- Quel manque de courage, de professionnalisme managérial de la part de la direction.
- Qui devrait-on sanctionner face à de tels comportements ?

Honteux et misérable, voilà les mots qui me viennent à l'esprit. Jusqu'où allons-nous tolérer un tel mépris des personnels ? Des institutions ?

ET l'humain dans tout ça ? **ET L'HUMAIN ?**

La Recette de la Galanterie

La Galanterie, ou « Tocardise de Lorraine » est une délicieuse confiserie aigre-douce, très prisée dans les centres mondains, notamment ceux de Verdun et Metz. L'équipe culinaire du BQF a décidé de vous donner les secrets de la confection de cette spécialité :

- Prenez un récipient en bois certifié PEFC, avec une cuillère en chêne « labellisé » ;
- Prenez des instruments de mesure contrôlés par la filière ;
- Prévoyez : 500g de mauvaise foi, 100g de perversité, 100g de sadisme, 200g d'incompétence, 100g d'inconsistance, 50g de forêt écrasée, 50g de dignité broyé et un zeste de lâcheté
- Pour parfaire la présentation, vous pouvez appliquer un glaçage de greenwashing.
- Pour la bonne réussite de la recette, l'ensemble des ustensiles doivent être parfaitement nettoyés et indemnes de toute forme de vergogne.

Ce dessert peut se transporter sans risques et est de très bonne conservation, notamment d'un département à l'autre. Attention, les Galanteries des grandes surfaces, fabriqués dans des grosses usines à « tocardises », peuvent contenir des traces d'agneaux, elles ne sont donc pas labellisables « Vegan ».

POUR VOTRE SANTE, BOUGEZ PLUS, SI POSSIBLE VITE ET LOIN !
www.muterbouger.onf.com



Lette ouverte

Monsieur le directeur d'agence,

Nous vous rappelons que l'agence de Metz se relève progressivement de plusieurs mois de crise organisationnelle à laquelle s'est ajoutée une crise fonctionnelle, avec l'entière responsabilité des services sous tension car interdépendants les uns des autres :

- Effectifs manquants
- Objectifs agence soutenus dans un contexte de crise sanitaire environnementale et économique
- Problématique dans l'application des textes réglementaires permettant, sous la responsabilité du directeur d'agence, de mettre en sécurité les personnels par la priorisation des missions et les moyens alloués à leur réalisation
- Surcharge de travail

Tout cela ayant induit une souffrance au travail mettant en péril la santé des personnels, conduisant à un épuisement généralisé, à de nombreux arrêts maladie, et des signalements pour danger grave et imminent.

On observe la mise en place de mesures d'accompagnement non abouties.

Nous vous rappelons que nous ne sommes pas sortis de cette crise, que des suivis de situations sont toujours d'actualité.

Participant à la confusion, vous informez par mail sous la voie hiérarchique l'ensemble des personnels de l'agence de la décharge de poste d'un responsable d'unité territoriale au motif de protection des personnels et disfonctionnement. Cette décision aussi précipitée que soudaine questionne.

Comment cette décision peut-elle être prise lors d'une convocation sous entête à l'entretien individuel annuel d'évaluation ?

Pourquoi cette précipitation sans recherche d'apaisement et de stabilisation par la médiation ?

Les représentants syndicaux du SNUPFEN-Solidaires et de la CFTC Forêt.

Bulletin d'adhésion au SNUPFEN

NOM _____ PRENOM _____
Grade _____ Date de naissance _____ Groupe et échelon _____
Adresse _____

Le _____ Signature : _____

Ce bulletin est à envoyer à

Trésorier régional : Christine ANTOINE, 16 rue Thierry de BAR - 54 770 LAITRE SOUS AMANCE

ATTENTION : L'adhésion n'est effective qu'après le versement de la cotisation ou signature de l'autorisation de P.A.C auprès du trésorier régional (n'oubliez pas de joindre alors un RIB ou un RIP)

ALERTE GENERALE !

Tel aurait pu être le cri poussé par notre Gilbert à nous (en référence au commissaire Gilbert de Taxi) lorsque Rodolphe PIERRAT a voulu alerter le personnel de la DT qu'une énième attaque de scolytes était en cours le 19 avril dernier.

Mais quel scolyte avait bien pu le piquer pour lancer cette alerte ? Après 6 années de crises scolytes sans que la DT daigne communiquer outre mesure sur le sujet, et surtout nous apporter ses conseils et solutions.

Eh bien figurez vous que le Miniss, oui celui du milliard d'arbres, a pris ce dossier à bras le corps, et en déplacement dans les Vosges le 15 avril dernier a annoncé le plan "scolytes et bois de crise". Gilbert l'aurait plutôt appelé "opération ninja" sa claque plus mais cela ne fait pas très sérieux... dommage.

Donc Fesneau a annoncé les actions suivantes :

Axe 1 : renforcer l'action du DSF et de la DGA. Avec des moyens humains supplémentaires, ou à moyens constants ? Bonne question.

Axe 2 : Créer des cellules de crise (un classique macroniste), et surtout faciliter l'acquisition de kits d'écorçage... Oui, oui vous avez bien lu ! Comme au bon vieux temps, les ETF vont être payés pour écorcer les bois.

Reste à savoir qui va payer les ETF pour réaliser ce travail, le scieur ou le propriétaire ? Je vous laisse deviner.

Comme le disait le commissaire Gilbert après avoir été félicité par son ministre : "Merci monsieur le ministre, de toute façon, moi ça m'a fait plaisir, par ce que j'aime bien ce matériel, et cela faisait longtemps que je pensais l'utiliser...je suis très content !"

Axe 3 : Mieux valoriser les bois scolytés et sapins secs, en facilitant leur utilisation dans la construction (objectif louable) ou par le biais des centrales biomasse (objectif contestable selon le type de centrale biomasse (exemple de Gardanne). Et puis en soutenant économiquement la filière. Soutien sans réelle contrainte et contrôle à l'instar du plan de relance qui a permis à certains propriétaires de raser leurs forêts saines sous couvert de changement climatique ?

Axe 4 : Lancement d'une mission inter-inspections (CGAAER-IGEDD-IGF). Comité Théodule qui accouchera d'un rapport sans lendemain ?

Voilà de la com macronienne classique, qui comme pour d'autres sujets ne devrait rien solutionner.

Vous comprenez mieux maintenant la raison du réveil de la DT sur ce sujet, il fallait être pro-actif et changer de posture (dixit le Miniss) et du coup nous avons eu droit à ces conseils de notre Gilbert :

"A partir de maintenant, il convient d'être particulièrement vigilant pour détecter, exploiter et évacuer les bois hors forêt (ou écorcer sur place) le plus rapidement possible (dans un délai de 6-8 semaines) pour éviter leur prolifération.

De plus, tout stockage de bois frais résineux en forêt devient une nurserie potentielle pour les scolytes. En effet, ces derniers y trouvent des bois frais et humides qui n'opposent aucune résistance à leur attaque. L'accomplissement complet de leur cycle de reproduction s'en trouve facilité. Tout stockage de plus de 6 semaines en forêt de bois frais résineux doit être évité.

Le coup de vent que nous avons connu ces derniers jours a potentiellement provoqué des volis et chablis : ces arbres deviennent également des proies privilégiées pour les attaques de scolytes. Une exploitation et une évacuation rapide de ces bois sont essentielles pour limiter le nombre de sites de reproduction favorables à l'insecte."

En somme, les mêmes remèdes que par le passé, rien de nouveau sous la canopée forestière.

Cela ne peut que prêter à sourire et confirme que la DT est déconnectée des réalités du terrain, ce délai de 6-8 semaines n'est que très rarement tenu.

Pour rappel dans le cadre de la régie, lorsque des scolytes sont inventoriés, il faut trouver l'ETF en passant par une phase de consultation, que ces ETF viennent dans les délais, que les bois soient réceptionnés avec le commis et enfin que les bois soient enlevés sous un délai de 2 mois. Cela fait 6 ans que presque aucun délai n'est respecté ni contrôlé par la MCBS et qu'aucune pénalité n'est appliquée aux scieurs laissant traîner leurs bois frais ou scolytes trop longtemps en forêt.

Et pour les bois vendus sur pied ? Le problème est le même, les délais de 6-8 semaines ne sont pas tenus et il a même été rapporté par des bûcherons que des scieurs faisaient exprès de laisser traîner les exploitations afin de pouvoir bénéficier de cession de bois à prix réduit par le biais de la prolifération des scolytes.

A l'image du gouvernement, la direction de l'ONF, fait des annonces, des rappels, de la com en pensant que cela se met en place tout seul sur le terrain. Mais comme tous les services d'Etat qui ont été désorganisés par le new-management, l'ONF n'a plus la capacité de mettre en application sa politique et de la faire respecter.

Dommage pour la forêt, et merci à Gilbert de nous avoir fait sourire une fois de plus.

DURA LEX, SED LEX

"la loi est dure, mais c'est la loi"

Cette expression souligne que la loi s'impose dans toute sa rigueur, même si elle est très sévère. Elle est employée pour évoquer une règle pénible à laquelle on est néanmoins forcé de se soumettre.

Certains de nos directeurs ont parfois tendance à vouloir s'arranger avec elle, en l'oubliant, la contournant, la tordant pour que nos différents statuts de personnel (salarié, fonctionnaire, contractuel de droit public, assermenté, non assermenté...) puissent mener à bien toutes les fonctions qui nous incombent.

Ce manque de rigueur* que l'on retrouve dans d'autres domaines (application du CNPEF, inventaire et suivi des arbres morts/bio, gestion de l'ATX, choix et déploiement des outils informatiques, gestion de l'habillement, gestion RH...) qui pourrait et démobilise notre collectif de travail ne pose pas de problèmes outre mesure à nos managers. Après tout, le personnel, la forêt et la biodiversité peuvent bien s'adapter à notre manque d'efficacité.



Dans le cadre de la loi, c'est une tout autre affaire et lorsque nos pieds nickelés essayent de s'arranger avec elle, cela peut donner ce qui s'est passé en Guyane.

Vous trouverez ci-dessous une partie de l'article consacré à un problème d'assermentation d'un collègue contractuel, de la façon dont la direction locale a essayé de masquer l'affaire et des conséquences potentielles d'un tel amateurisme.

L'ONF un État dans l'État qui vacille (franceantilles.fr)

Des procès-verbaux (PV) illégaux, des agents qui outrepassent leurs compétences, tout cela protégé par la direction locale. Une cinquantaine d'affaires judiciaires, liées à des atteintes à l'environnement, seraient ainsi en péril. Voilà le tableau que révèle l'étude de différents mails et PV, issus de l'Office national des forêts.

"Nous sommes proches de déposer un PV à l'encontre d'un carrier. Il n'est pas question que ce PV ne soit signé que par X. En cas de besoin, je demande à X de se rapprocher de XX et de co-rédiger et co-signer le PV." Le mail, qui date du 26 septembre 2020, est explicite. La directrice de l'Office national des forêts (ONF) demande ce qui pourrait être considéré comme un faux en écriture publique. Pourquoi ? Parce que l'agent qui a établi le PV de l'utilisation frauduleuse de 82 000 tonnes de sable par un carrier n'est pas assermenté.

Devant le tribunal, avec un avocat un peu attentif, la nullité de la procédure sera avancée et retenue. L'affaire est trop importante, alors Catherine Latreille décide de faire écrire un faux à ses agents.

Depuis le procès Gold'or, l'ONF est mis sous tension et souhaite plus de rigueur. "Ce manque de rigueur dans le commissionnement risque de nous poursuivre : la procureure s'en est émue et nous a sommés à plus de sérieux", écrit la directrice.

Quatre agents dont l'assermentation n'est pas légale

Problème, quatre de ses agents sont "faussement" assermentés ou commissionnés, dont un depuis sa prise de fonction le... 4 mars 2002. Il était contractuel à l'époque et, comme le reconnaît Catherine Latreille, "aucun contractuel ne peut être ni commissionné ni assermenté". "La question de son recommissionnement au moment de sa fonctionnarisation en 2014 se serait posée mais aurait été tranchée négativement par le directeur d'alors", informe Catherine Latreille.

"Il s'agit d'un des agents les plus productifs. Ce sont des centaines et des centaines de PV dressés illégalement. Il était le spécialiste des amendes contre les chasseurs", souligne un chasseur, qui tombe des nues quand on lui demande s'il connaît cet agent .../...



Cet exemple édifiant, explique pourquoi le SNUPFEN Solidaires se bat pour que tout le personnel de terrain soit fonctionnaire assermenté.

*Appelé plus communément "sur-qualité" par nos managers



Expression libre de nos camarades Alsaciens

Vu en Slovaquie : Un petit échantillon de biodiversité, issu famille des Loranthacées, le *Loranthus Europaeus* est une espèce de gui qui prend racine sous l'écorce des Quercus, on l'appelle donc : Gui du chêne. D'après picturethisai.com « C'est une espèce d'hémiparasite, c'est-à-dire qu'il est capable d'effectuer la photosynthèse, mais aux dépens de l'eau et des sels minéraux de la plante hôte. »

Revue mondaine

Notre confrère, Vosges Matin, titre dans son édition du 26 avril dernier. *Dîners insolites dans les Vosges : la "bonne idée" qui a fini par coûter (très) cher*

La société d'économie mixte "les Insolites du patrimoine" vient d'être liquidée. Destinée à chapeauter l'organisation des Dîners insolites, elle a accusé un large déficit commercial dû à une gestion qui pose question. En voulant s'exporter, le concept a fini par se brûler les ailes, au point d'engloutir un million d'euros d'argent public en à peine deux ans. Par jugement du 9 avril 2024, le tribunal de commerce d'Épinal a entériné la liquidation judiciaire des "Insolites du patrimoine" pour insuffisance d'actif. La société d'économie mixte qui chapeautait les Dîners insolites a donc quitté ce monde par la petite porte, après sept ans d'électro-encéphalogramme plat.

C'est en 2010 que le concept voit le jour, et ce, à l'initiative de la Directrice du nouveau syndicat mixte du Pays d'Epinal Cœur des Vosges, Madame Stéphanie Rauscent. On peut lire dans la presse que les Dîners insolites investissent les plus beaux et les plus insolites lieux du Grand Est pour y installer le temps d'une soirée tables, couverts et mets préparés par les plus grands chefs de la région. Stéphanie Rauscent est la virtuose de ces soirées improbables ...

Création d'une SEM en 2015

La directrice du syndicat mixte du Pays d'Epinal cœur des Vosges, en dépit du déficit financier de sa manifestation, ne lâche rien. Pour réduire ce risque, elle finalise cette année la transformation des statuts de l'ancienne association qui pilote l'ensemble du programme, en partenariat public privé. Ce sera une SEM, société d'économie mixte autour de la collectivité territoriale du Pays d'Epinal associée à des entreprises vosgiennes de renom.

Dîners insolites à la diète

En 2017, le nouveau Président du conseil d'administration, Michel Fournier Maire de [Les Voivres] a décidé de stopper les frais engendrés par les Dîners insolites. Pour lui, les coûts engendrés par la délocalisation de repas dans d'autres départements n'étaient plus tenables.

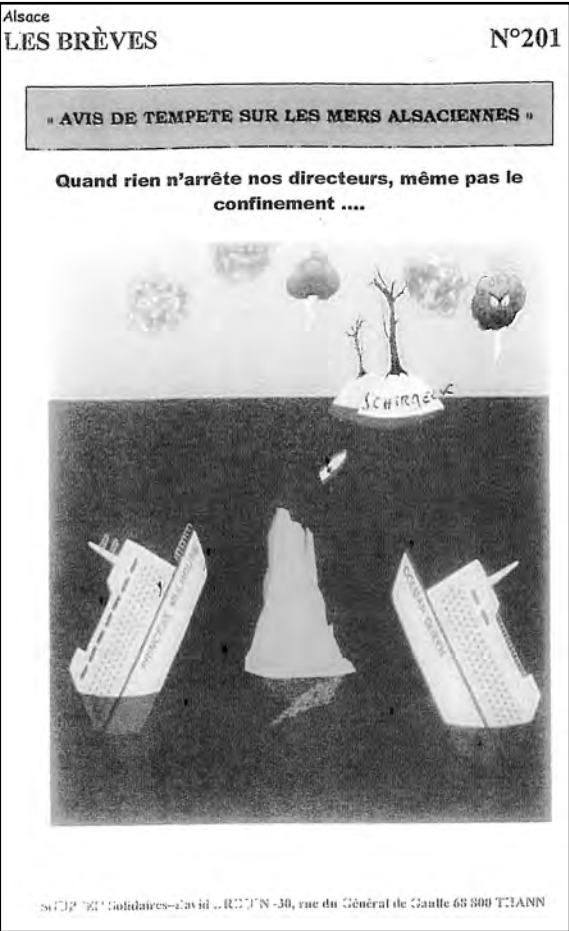
St Rauscent intègre l'ONF en 2020 (sans commentaires)

St Rauscent créatrice de SEM dans les Vosges et fouteuse de seum* en Alsace !

*Avoir le seum signifie : être frustré, en colère être dégouté, avoir les boules...

L'histoire se répète

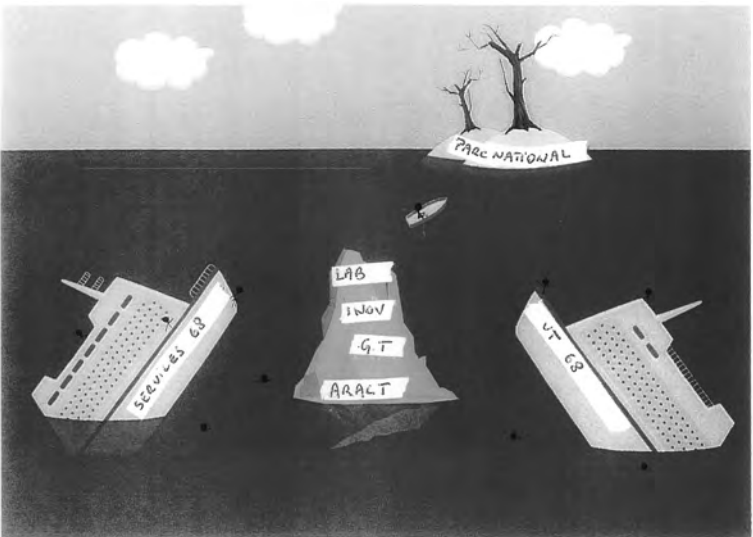
Décembre 2020



3 années séparent ces 2 dessins.
Toujours la même rengaine
Toujours les mêmes solutions
Toujours les mêmes qui trinquent

Y'en a marre !
Nous ne serons pas les cobayes de ce nouvel ONF

Mars 2024



Colère des forestiers en Alsace



A l'initiative du SNUPFEN-Solidaires et de la CFDT, les personnels de l'agence territoriale Haut-Rhin se sont réunis le 3 avril 2024 en assemblée générale.

Les 35 personnes présentes ont souhaité s'exprimer sur leur mal-être et leurs inquiétudes, en particulier sur la mise en œuvre de la nouvelle réorganisation par la DT Grand-Est et l'agence territoriale Haut-Rhin. Pour rappel, la réorganisation de 2021 a acté la suppression de 14 postes sur l'agence, ce que la CFDT et le SNUPFEN dénoncent encore aujourd'hui.

Durant l'après-midi, une délégation du personnel est intervenue au CODIR de l'agence afin d'exprimer ses constats et propositions face à la directrice d'agence ainsi qu'au secrétaire général de la DT Grand-Est.

Constats

- Mauvaise communication de la direction de l'agence territoriale 68 (décisions prises à chaud et changeantes, plannings instables...)
- Co-construction fictive du projet de réorganisation (les décisions sont prises d'avance)
- Monopolisation des moyens au profit de la communication, au détriment de la gestion multifonctionnelle des forêts
- Augmentation des charges de travail, intérim des postes vacants, missions nouvelles (DFCI, missions de police, dépérissement puis renouvellement, chasse, formation des nombreux nouveaux arrivants...) non prises en compte dans la réorganisation
- Perte de sens au travail, le métier de forestier se vide de son contenu (perte de polyvalence au profit de la spécialisation, crainte du désengagement de l'État au profit d'une régionalisation...)
- Incohérence entre des priorités définies par la direction et les besoins locaux des communes et de leurs habitants
- Manque de moyens accrus à l'ONF (en particulier d'ouvriers forestiers) et au niveau des ETF pour effectuer les missions qui nous incombent
- Manque de formation, surtout pour les nouveaux arrivants

Pistes de réflexion

- Moratoire sur la réorganisation en cours
- Mise en appel des postes vacants
- Des créations de postes réelles dans les services plutôt que du rééquilibrage en supprimant d'autres postes sur l'ATE
- Poser vraiment l'étude des charges de travail au cœur du débat en écoutant tous les personnels et pas seulement les chefs de service
- Changer de méthode de communication au niveau de la direction : plus de clarté et plus de précisions auprès du personnel
- Développer la cohésion entre l'ATE et l'Agence Travaux
- Respecter vos propres règles sur la réorganisation :
 - Présentation du projet devant les IRP en ayant au préalable réalisé une étude adaptée
 - Attendre la fin des groupes de travail, en particulier celui des charges de travail, avant de conclure et statuer sur le maintien de certains postes

Les personnels sont à bout !

Ces réorganisations successives sont source de démotivation et de perte de sens dans leurs métiers.

La direction territoriale impose ses choix et ses méthodes de management qui n'ont rien de participatif. Le SNUPFEN et la CFDT dénoncent de nouvelles suppressions de postes qui alourdissent davantage les charges de travail des personnels déjà surchargés.

La forêt et ses usagers ont besoin de nous et certainement pas d'un Établissement en passe d'être cassé par certaines décisions de la direction.

Déclaration liminaire SNUPFEN - CLC

Madame la Directrice, Mesdames et Messieurs les Représentants du personnel de l'ONF Haut-Rhin,

Nous, Représentants du SNUPFEN Haut-Rhin sommes de plus en plus sceptiques quant à la possibilité de créer un véritable dialogue social au sein de l'Agence ONF du Haut Rhin, et sur la base de plusieurs constats préoccupants listés ci-dessous, nous avons décidé de ne pas participer à la CLC de ce mois de juin.

A l'échelle de la métropole et jusqu'en outre-mer, la recrudescence de pressions et techniques de répressions déployées à l'égard des représentants syndicaux du SNUPFEN Solidaires est inacceptable.

En tant que militantes et militants, nous participons pourtant de manière active, aux côtés de l'administration, à l'amélioration des conditions de travail, à l'organisation collective, à l'accompagnement des personnels ainsi qu'à la transformation de notre société. Nous ne tolérerons plus aucune de ces pressions et/ou pratiques de répressions visant à discréditer nos actions, que celles-ci soient individuelles ou collectives.

Nous remercions par ailleurs nos collègues qui doivent augmenter leurs charges de travail, pour compenser les absences syndicales des représentants syndicaux, puisque celles-ci ne sont pratiquement jamais compensées par la direction. Ces absences sont pourtant indispensables et induites par le fonctionnement même de notre établissement : instances, formations et accompagnement.

A l'échelle de l'agence du Haut-Rhin, des suppressions de postes ont été décidées et légitimées en partie par l'arrêt de la pratique des constats de tirs par les agents de terrain fin 2023. Toutefois nous avons appris récemment que ces constats de tirs seraient encore à réaliser par les TFT "au moins" pour l'année 2024. Sur quels fondements ces changements de directives à quelques mois d'intervalle sont-ils justifiables ?

Les 2 postes supprimés au sein de l'UT Harth avaient également été justifiés par l'arrêt des cessions aux particuliers en cette fin d'année 2023. Il semblerait que ces cessions soient de nouveaux envisageables mais de façon "réduite", que comprendre et mettre en œuvre de part ce terme imprécis ?

En temps que fonctionnaires ou Agents contractuels missionnés par l'état nous nous devons d'exécuter certaines directives et de veiller à leur bonne application. Mais que faire et comment garder du sens dans notre travail quand ces directives ne cessent de changer sur une année et restent imprécises ?

Une étude d'impact de la réorganisation est envisagée.

Afin de garantir une transparence réelle ainsi que de prévenir des conflits d'intérêts divers, nous exigeons que cette étude soit menée par un organisme indépendant et surtout pas par des personnels internes à l'agence du Haut-Rhin.

Nous souhaitons également savoir comment la Direction compte pourvoir les 3 postes manquants correspondant aux transferts d'ETP vers les services fonctionnels de l'Agence ?

Et pour finir, pourquoi toutes les UT devraient-elles rééquilibrer les triages en juillet avant même qu'une présentation des conclusions des groupes de travail ainsi que des résultats des études d'impact soit faite aux IRP, comme cela nous a été annoncé à plusieurs reprises dans les différentes réunions du CSA et de la F3SCT ?

Définition du Tocard d'après le Larousse :

- 1. Cheval de course qui semble n'avoir aucune chance de gagner.**
- 2. Personne sans capacités ni compétence.**
- 3. Fauve dangereux dont on ne peut prévoir les réactions.**

Question de notre rédaction : comment appelle-t-on celle et ceux qui conjuguent les 3 volets de la définition en une même personne ?

Pressions et répressions sur les militant-es

Les tensions sociales à l'ONF prennent de l'ampleur malgré ce que notre chère Direction voudrait nous faire croire. Le management "participatif" est un oxymore.

Être militant-e syndical relève de plus en plus du défi et cela n'est pas acceptable dans un monde et au sein de forêts de plus en plus univoques.

La culture de l'ambiguïté est cependant la seule garante du maintien d'une diversité.

"Dialogue social" ou véritable garantie des libertés syndicales ?

Les gouvernements de droite puis de gauche insistent tout particulièrement sur la nécessité de moderniser et de renforcer le "dialogue social" dans les entreprises. Au-delà des "bienfaits" supposés pour la croissance économique, il s'agirait par ce biais de re-légitimer des syndicats en crise, du fait des faibles taux de syndicalisation, en leur donnant plus de représentativité et plus de responsabilité. Mais ce discours gouvernemental sur la nécessité de faire collaborer les "partenaires sociaux" fait comme si l'action et la présence syndicales étaient des faits reconnus et admis dans les entreprises. Nous l'avons montré, ce n'est pas le cas. Et pourtant l'appareil administratif et judiciaire est défaillant pour contrôler l'effectivité des droits et des libertés syndicales. L'Inspection du travail n'a guère les moyens d'intervenir en ce sens. Les juges sont peu formés à ces questions et les consignes du parquet sont "laxistes" concernant cette délinquance en col blanc. De ce fait, les syndicalistes sont peu protégés et les droits syndicaux pas assez respectés. Les dispositifs législatifs (notamment la loi Macron) et normatifs récents ou en discussion limitent encore le pouvoir syndical : restriction du droit de grève dans les entreprises publiques et la fonction publique, déréglementation des seuils sociaux, réduction du pouvoir des conseillers prudhommaux, dépénalisation du délit d'entrave, etc. L'encadrement des pratiques militantes se fait plus serré et participe d'une redéfinition des conditions de possibilité et de reconnaissance de l'action syndicale. Pour y faire face, il est urgent que les organisations syndicales, en lien avec des avocats et des chercheurs, se donnent les moyens d'imposer la question des libertés et des droits syndicaux comme enjeu démocratique prioritaire.

Des militants syndicaux qui en pleine plein la tronche...

On parle régulièrement de la souffrance des salarié-es mais nous sommes aussi confrontés à des militant-es (SNU et autres syndicats) en difficulté.

Répression et discrimination syndicales, difficultés à trouver des réponses, isolement, difficultés face à la souffrance des autres... la liste est longue. Pour les militant-es syndicaux comme pour les autres salarié-es, la compréhension des mécanismes qui sont à l'œuvre et la possibilité d'en parler avec d'autres est une première étape pour ne pas "lâcher l'affaire".

Parler de ce qui ne va pas, échanger sur ce qui fait mal, sur ce qui est difficile dans l'action syndicale est en effet incontournable pour avancer.

On ne peut pas avoir un discours sur le "collectif" pour les autres sans réfléchir au collectif syndical composé d'hommes et de femmes divers avec leurs expériences, leurs engagements, leurs objectifs qu'il faut confronter sans cesse pour construire ensemble.

Des militants syndicaux en difficulté face à la souffrance de leurs collègues...

Notre travail syndical face à la souffrance exprimées par les collègues de travail nécessite de dépasser le stade de la compassion pour réfléchir (avec tous ceux qui sont concernés) aux causes et aux origines des situations qui font l'objet de plaintes. C'est souvent plus difficile sur les questions de souffrances psychiques que sur les souffrances physiques mais c'est incontournable pour l'action. Il est indispensable d'aller au-delà de la dénonciation des effets (les souffrances, les maladies, les tentatives de suicides...) que nous ne pouvons pas soigner et qui vont renvoyer chacun à ses propres souffrances.

Comprendre les origines, les causes, en débattre avec les collègues de travail pour dégager des pistes d'actions, de revendications, d'exigences c'est passer d'une posture de victime à une posture de résistance, à une posture active.



Pour aller plus loin

- la-petite-boite-a-outils.org -

- FICHE N° 12 Pressions et répressions sur les militant-es syndicaux
- À l'ombre du dialogue social, les stratégies patronales pour entraver les libertés syndicales - La petite boîte à outils

- snetap-fsu.fr

- Rapport de l'observatoire de la répression et la discrimination syndicale : [rapport2014.pdf](#)

- radiofrance.fr -

- Les syndicats sont-ils encore audibles ?

- francetvinfo.fr -

- Le Sénat limite le droit de grève dans le secteur des transports sur certaines périodes